

## 1.1. Le choc des nationalismes

### 1. Constitution d'Etats-nations puissants

La rivalité monte entre les Etats européens, alimentée par une fierté nationale de plus en plus fanatique et une volonté grandissante d'être supérieur à ses voisins. Les raisons de cette exaltation nationaliste sont multiples et trouvent leurs racines dans les bouleversements économiques et sociaux du 19<sup>ème</sup> siècle.

#### 1.1. Etats modernes soumis à une idéologie nationaliste croissante

##### 1.1.1. Emergence de l'idée de nation en Europe

L'affirmation de l'idée des nations et la revendication d'appartenance à une nation se développa en Europe à la suite des événements majeurs qui ont ébranlé le continent à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle et au début du 19<sup>ème</sup> siècle.

Le nationalisme peut se définir comme l'exigence des populations ayant en commun certaines particularités comme la langue, la culture, la religion, l'Histoire, d'être reconnues comme des communautés distinctes ayant pour vocation de former une entité politique souveraine : l'Etat-nation. L'unité italienne est réalisée en 1870, celle de l'Allemagne en 1871, la Serbie et le Monténégro en 1878, la Roumanie en 1880, la Bulgarie en 1908, l'Albanie en 1913. La poussée nationaliste conduit à la construction de 18 Etats à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle.

##### 1.1.2. Allemagne : du nationalisme au pangermanisme

Le nationalisme allemand est ouvertement « expansionniste ». Le pangermanisme est en plein développement depuis l'Unité, bien incarné par la musique de Richard Wagner. Selon les théoriciens du nationalisme allemand, les Allemands constituent le peuple (Volk) élu, peuple qui trouve ses racines dans le lointain passé germanique. Le théoricien Mommsen contribue notamment à cette idée d'un « nationalisme de succès ». La notion de race (droit du sang), de langue, de culture commune l'emporte dans le nationalisme allemand.

La victoire prussienne sur la France au terme de la guerre franco-prussienne de 1870-71 fut l'occasion de proclamer le II<sup>ème</sup> Reich le 18 janvier 1871 dans la galerie des Glaces à Versailles, et d'annexer une nouvelle province dite d'Empire, l'Alsace-Lorraine. En quelques décennies et sous l'impulsion du Chancelier Bismarck, l'Allemagne nouvellement constituée est devenue la première puissance industrielle et la seconde puissance commerciale d'Europe. Confrontée à une population grandissante qui exige des importations massives de denrées alimentaires et à des débouchés toujours plus larges pour son énorme potentiel industriel, l'Allemagne a impérativement besoin de développer son expansion coloniale. Or, elle est en concurrence directe avec les puissances coloniales déjà anciennes – Russie, Angleterre et France – progressivement coalisées contre elle. Après le traité franco-russe de 1894 et l'Entente Cordiale en 1904, la nation allemande peut se sentir encerclée et menacée sur le continent européen. Dans ce contexte se développe un nationalisme qui n'est plus comme au siècle précédent une exigence de liberté et de souveraineté pour le peuple allemand mais l'affirmation de sa supériorité, de ses droits à la domination et à l'expansion.

Autour de Wagner dont les opéras exaltent l'héroïsme de l'âme germanique, Chamberlain et le Français Gobineau élaborent une théorie raciale qui place les Germains (déjà nommés Aryens) au sommet des peuples civilisés, et qui dénonce le judaïsme comme le principe corrompateur de l'humanité. Nietzsche, en récusant la morale occidentale, semble justifier le culte du chef et de la force. C'est de cet état d'esprit que s'inspire la Ligue Pangermaniste pour revendiquer l'élargissement de l'empire à toutes les régions peuplées d'Allemands, ou simplement indispensables à la survie du peuple supérieur. Enfin, les tenants de la *Weltpolitik* étendent au monde entier la politique d'expansion dont ils rêvent pour l'Allemagne<sup>1</sup>.

En 1890, Guillaume II congédie Bismarck, le vieux chancelier de fer. Les nouvelles directions de la politique extérieure de l'Allemagne peuvent se résumer ainsi: « son idée fondamentale est de transformer l'alliance purement politique, fondée par Bismarck, de l'Allemagne, de l'Autriche et de l'Italie, en un trust industriel, avec union douanière, pour résister à la concurrence envahissante des Etats-Unis, cette alliance économique de l'Europe centrale devant attirer peu à peu dans son cercle tous les petits Etats limitrophes, de la Hollande et de la Belgique aux Etats balkaniques. »

La *Weltpolitik* de l'Empire allemand commence avec le nouveau chancelier Bülow en 1900 lequel déclare « Nous ne pouvons pas et ne voulons pas rester à l'écart, comme des rêveurs, tandis que d'autres se partagent le gâteau. »

Le pangermanisme se définissait comme une doctrine qui vise « en dehors de toute question de langue et de race à absorber les diverses régions dont la possession était considérée comme utile à la puissance des Hohenzollern<sup>2</sup> ». Son objectif est de créer une confédération de l'Europe centrale d'abord économique (union douanière, libre-échange à l'intérieur et très protégée à l'extérieur), puis politique. Cette ambition trouve son illustration dans quatre formules explicites : Berlin-Calais, Berlin-Riga, Berlin-Salonique, Hambourg-Golfe Persique.

Or cette doctrine ne pouvait être mise en oeuvre en Europe que par l'intermédiaire d'une grande guerre mettant définitivement hors de cause la Russie et la France. Ce qui a valu au Général Von Bernhardt de déclarer : « Il est impossible par des articles diplomatiques d'améliorer en notre faveur le partage aujourd'hui existant du globe. Si nous voulons procurer à notre peuple la situation mondiale qui lui convient, il nous faut nous confier à notre épée<sup>3</sup> ».

L'écho du pangermanisme dans la société allemande est essentiellement porté par une minorité turbulente et non par une mentalité générale allemande.

Guillaume II lui-même n'est pas entièrement acquis aux causes et arguments pangermanistes, il se disait d'un « esprit batailleur mais pas l'âme guerrière ».

### 1.1.3. Le nationalisme à la française

Le nationalisme français est essentiellement tourné vers les questions intérieures. Le principal défenseur en est Maurice Barrès, écrivain français (1862-1923) qui dénonce notamment la décadence française. D'origine lorraine, son nationalisme est antisémite et xénophobe, antidreyfusard, il contribue à fonder un mouvement nationaliste, la Ligue des Patriotes qu'il préside en 1914. Il sera l'un des chantres de la reconquête de l'Alsace et de la Lorraine. Son nationalisme est cependant moins virulent que celui de Charles Maurras et de l'Action Française. Si ce nationalisme revanchard reste marginal, il se renforce avec l'affaire Dreyfus, et plus encore à partir des années 1900-1910 pour gagner les rangs de la droite libérale et de la gauche radicale : le patriotisme est rejoint, voire dépassé en France par le nationalisme.

Le "nationalisme français" comprend à sa base une forte tendance au mépris et à l'hostilité face à l'Allemagne, que l'on tient responsable des déboires de la nation<sup>4</sup>. Il inclut également une prise de

<sup>1</sup> Elise Feller, *Nationalités et nationalismes en Europe au 19<sup>ème</sup> siècle*, L'Ecole des Lettres I, n°9, 1990-91

<sup>2</sup> Gorce, *Chéradame : le plan pangermaniste démasqué*, p.63

<sup>3</sup> C. h. Adler, *Le pangermanisme*

<sup>4</sup> Gérard Loriot, *Pouvoir, idéologies et régimes politiques*, Laval, Études Vivantes, 1992, p.338

position à adopter face à une politique agressive venant de l'extérieur<sup>5</sup>. Cette même prise de position tient son origine de la défaite de 1871. Le nationalisme français prend une tournure radicale prônant la haine de l'Allemand, la revanche et la reconquête de l'Alsace-Lorraine<sup>6</sup>.

"Il (le nationalisme) est avant tout mouvement de défense, repli, resserrement sur lui-même d'un corps blessé"<sup>7</sup>. D'un ton poétique, cela illustre le sentiment global en 1905. Par contre, ce nationalisme apaisant laisse la place au fil du temps à un "nationalisme positif, belliqueux et davantage conscient du danger de la guerre"<sup>8</sup>. À partir de cette définition du terme, les élites françaises apportent des variations et autres contradictions, car Maurice Barrès et Charles Maurras imposent chacun leur vision de ce que l'on peut appeler maintenant un "renouveau du nationalisme".

### **Les écoles et les tendances à la base du "renouveau nationaliste"**

Prenant la supposée décadence française comme point de départ à leur réflexion<sup>9</sup>, Maurice Barrès et Charles Maurras choisissent une attitude conciliante et revancharde face à l'Allemagne. Ils développent et défendent leurs idéologies pour donner un pouls à leur nationalisme dans le but d'assurer la survie de la France.

Pour Barrès, le nationalisme doit contenir des impulsions visant à redonner des forces à la France. Ce nationalisme est à la base moral et éducatif, car il faut prodiguer une conscience aux citoyens<sup>10</sup>. En analysant Maurras, on constate rapidement que celui-ci veut reformer l'État par les institutions et non pas donner une conscience aux citoyens, car il juge qu'ils l'ont déjà<sup>11</sup>. De plus, le nationalisme "conservateur" de Maurras prône les valeurs du passé et favorise un retour à la monarchie.

Sur un plan plus social, Barrès pense que la vitalité du peuple français va combattre l'Allemagne. C'est donc que l'ordre social doit être prioritaire afin de garantir la sécurité de la nation. Bien que l'on puisse penser que son nationalisme est tourné vers l'intérieur, il en demeure que la "*haine de l'Allemand est un élément de solidarité nationale*"<sup>12</sup>, au même titre que le socialisme par exemple. Face à Barrès, Maurras pense que les Français doivent s'unir derrière un État fort, monarchique et qu'ils doivent ressentir une défiance de l'étranger menaçant allant vers la xénophobie<sup>13</sup>. De cette haine des voisins de l'est, doit découler une "*lutte à mort contre l'Allemagne*"<sup>14</sup>. Au travers de ces confrontations, les organismes "barrésiens" et "maurrasiers" s'infiltrèrent dans les milieux intellectuels et politiques dans le but d'implanter la vision du bon nationalisme.

La Ligue des Patriotes, qui est dirigée par Barrès à partir de 1914, représente dans les premiers temps l'élite intellectuelle. Bien qu'hostile au parlementarisme comme Maurras, elle perd de son influence chez les élites, parce que cette ligue milite trop vers les problèmes intérieurs alors que les hauts milieux français veulent que l'on s'occupe plutôt de l'Allemagne<sup>15</sup>. Contrairement à Barrès, Maurras concentre ses idées depuis 1908 dans l'Action française. Organe très à droite, il va combattre tout ce qui dérange au bon maintien de l'État comme les forces socialistes et même les nationalistes de Barrès, que l'Action française juge trop modérés dans leurs positions.

D'ailleurs, les nationalistes et leurs organismes se rendent bientôt compte de l'influence allemande dans la vie française de tous les jours. Ils en viennent à trouver que l'Allemagne les grignote petit à petit du point de vue culturel ou économique, et on juge cela inacceptable.

**Source :** Carl Pépin, *À la quête d'une identité nationale commune : le nationalisme des élites françaises face à la politique agressive de l'Allemagne entre 1905 et 1914* - <http://www.grande-guerre.org/Articles/Nationalisme.htm>

<sup>5</sup> Jean-Jacques Becker, *1914: Comment les Français sont entrés dans la guerre*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1977, p.21

<sup>6</sup> Françoise Marcard, *La France de 1870 à 1918. L'ancrage de la République*, Paris, Armand Colin, 1996, page 45.

<sup>7</sup> Raoul Girardet, *Le nationalisme français. 1871-1914*, Paris, Armand Colin, 1966, page 18.

<sup>8</sup> Eugen Weber, "Le renouveau nationaliste en France et le glissement vers la droite. 1905-1914", in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, Tome V, (avril-juin 1958), page 114.

<sup>9</sup> Jean-Jacques Becker, *L'Europe dans la Grande Guerre*, Paris, Éditions Belin, 1996, page 31.

<sup>10</sup> Raoul Girardet, *Le nationalisme français. 1871-1914*, Paris, Armand Colin, 1966, page 216.

<sup>11</sup> *Idem.*

<sup>12</sup> Jean-Jacques Becker, *La France, la nation, la guerre: 1850-1920*, Paris, Sedes, 1995, page 204.

<sup>13</sup> *Idem.*, page 206.

<sup>14</sup> Pierre Pierrard, "Maurras", in *Dictionnaire de la III<sup>e</sup> République*, Paris, Librairie Larousse, 1968, page 178.

<sup>15</sup> Jean-Jacques Becker, *La France, la nation, la guerre: 1850-1920*, Paris, Sedes, 1995, pages 196-197.

C'est le combat contre la barbarie qui les pousse sur les champs de bataille. Cela n'est pas nouveau et on peut se rappeler de Victor Hugo en 1875 :

« Il y a actuellement deux efforts dans la civilisation, l'un pour, l'autre contre ; l'effort de la France et l'effort de l'Allemagne. Chacune veut créer un monde. Ce que l'Allemagne veut faire, c'est l'Allemagne ; ce que la France veut faire, c'est l'Europe.

Faire l'Allemagne, c'est construire l'empire, c'est-à-dire la nuit ; faire l'Europe, c'est enfanter la démocratie, c'est-à-dire la lumière »

Matthieu Damian, *Benoît XV, pape d'une civilisation chrétienne qui se suicide*

## 1.2. Expansion extérieure et impérialisme

### 1.2.1. Les empires coloniaux

Les pays industrialisés européens veulent s'assurer un approvisionnement en matières premières et des débouchés pour leurs produits. L'acquisition de colonies et la mise en place de zones d'influences sur des territoires indépendants de toute souveraineté jusqu'alors apparaît comme une mesure de précaution. Les colonies détournent également les esprits des tensions existant à l'intérieur de chaque pays. L'expansion des pays européens permet de renforcer leur cohésion et leur puissance nationale en Europe. Les rivalités se multiplient entre Etats pour étendre les zones d'influence ou contrôler des routes commerciales. En 1898, la crise de Fachoda, une ville située sur le Haut-Nil, constitue un paroxysme dans cette lutte impérialiste des deux puissances colonisatrices : Londres menaçait de déclarer la guerre, la France recula.

Un peu partout dans les colonies européennes, des mouvements nationalistes organisent la résistance contre l'impérialisme européen. L'Europe craint d'être un jour menacée par des puissances étrangères, notamment par le « péril jaune » après l'insurrection des Boxers en Chine en 1900 et suite à la fondation par Sun Yat-Sen du Guo-min-Dang, le parti national du peuple chinois.

### 1.2.2. L'impérialisme économique

#### La domination économique de l'Europe sur le monde

L'Europe est le continent de la Révolution industrielle : l'Angleterre qui a impulsé le mouvement au début du 19<sup>ème</sup> siècle a été rapidement relayée par la France, l'Allemagne, le Bénélux, puis l'Italie ; donnant ainsi au continent européen une marque de domination sur les autres pays du monde. Seuls les Etats-Unis sur le continent américain ou le Japon au début du siècle viennent concurrencer la domination européenne. L'Europe assure, avec les Etats-Unis, environ 85% de la production industrielle mondiale. Elle monopolise par sa flotte commerciale 80% des échanges. Elle détient 88% des capitaux investis dans le monde. Dès lors, l'industrialisation favorise l'expansion territoriale de l'Europe dans le monde.

A la veille de la guerre, les différents Etats sont économiquement fort inégaux :

- ◆ Fortes puissances industrielles : Royaume-Uni, France, Allemagne
- ◆ Balbutiements du processus industriel : Espagne, Grèce, Autriche-Hongrie, Russie
- ◆ Absence d'industrie : Turquie

Les données économiques ne guident pas tout. Elle ne profitent qu'à une minorité de groupes économiques et accroissent les inégalités au sein des Etats entre zones industrialisées et zones de pauvreté et entre les Etats. Les processus d'industrialisation engendrent ainsi d'importants déséquilibres géopolitiques.

Ces craintes se transportent dans un premier temps sur le plan économique. En effet, les nationalistes des grandes sociétés françaises réservent les capitaux à l'industrie nationale d'abord et vont même jusqu'à exiger des compensations de l'État lorsqu'ils doivent placer de l'argent sur des marchés extérieurs outre les colonies. Ce signe d'antigermanisme se voit beaucoup dans les industries d'armement comme Schneider ou Le Creusot<sup>16</sup>. Les nationalistes réveillés constatent une pénétration "sauvage" des capitaux allemands en France vers 1907. On veut donc protéger l'industrie française des produits allemands, ce qui entraîne une coalition entre les ultra- protectionnistes industriels et les nationalistes<sup>17</sup>.

**Source :** Carl Pépin, *À la quête d'une identité nationale commune : le nationalisme des élites françaises face à la politique agressive de l'Allemagne entre 1905 et 1914* - <http://www.grande-guerre.org/Articles/Nationalisme.htm>

## 2. Crispation des relations internationales

### 2.1. Manœuvres diplomatiques

« Les diplomates ont parlé avec une grande complaisance de l'équilibre européen, qui devait sauvegarder la paix. Il est à remarquer que c'est au moment précis – printemps 1914 – où cet équilibre (Triple Entente en face de la Triple Alliance) se réalisa le plus complètement, que le conflit général éclata, chaque nation étant entraîné par sa voisine et le différend serbo-autrichien se trouvant brusquement éclipsé par le « prestige » des deux groupes de puissances rivales. D'où l'on peut conclure que les alliances multiplient les dangers de conflit et que la grande guerre a consacré la faillite de la diplomatie secrète. » (La Grande Guerre p.154)

**Triple Entente** (Alliés : Angleterre et France - Entente Cordiale 8 avril 1904 - alliance franco-russe depuis Napoléon III, puis conciliation Angleterre-Russie favorisée par la France, génère ensuite la Triple Entente franco-anglo-russe, soit l'alliance des bords externes 31 août 1907) contre **Triple Alliance** (Triplique = alliance des empires centraux 1882, suite à l'arrivée des Français en Tunisie en 1881 donc les Italiens ont intégré l'association germano-autrichienne formée à l'initiative de Bismarck).

#### Tensions latentes entre les pays :

- Conflit russo-japonais de 1905 (artillerie de tranchées)
- Russie (révolution de juillet 1905, conséquence de la défaite face aux Japonais, mutinerie du cuirassé Potemkine, grèves, refus de payer l'impôt) contre la Serbie + l'Autriche-Hongrie
- La France opposée à l'Allemagne (crises du Maroc de 1905 et 1911, Tanger et Agadir)
  - L'Allemagne veut profiter de la fragilité actuelle de la Russie pour organiser une visite de Guillaume II à Tanger en 1905.
  - 1911 : occupation de Fèz par l'armée française suite à une rébellion. L'Allemagne juge la souveraineté marocaine menacée et envoie un navire pour protéger les ressortissants allemands du Maroc. Rôle modérateur de Guillaume II qui atténue les vives revendications.
- De nombreux petits peuples mécontents de leur domination impérialiste
- Rivalités coloniales entre les grands empires de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne (qui avait des vues sur la Tunisie et le Sud-ouest africain : Cameroun, Tanganika)
- Lutte d'influence des Européens en Chine qui aboutit avec l'expansion japonaise à la guerre russo-japonaise de 1905. Traité de Portsmouth 1905 accorde le sud de l'île Sakhaline (+ îles Kouriles) au Japon, ce qui manifeste l'ambition impérialiste de l'Empire du soleil levant.

<sup>16</sup> Raymond Poidevin, *Les relations franco-allemandes. 1815-1975*, Paris, Armand Colin, 1977, page 182.

<sup>17</sup> *Idem.*, page 183.

### 2.1.1. Triple Entente

En France, les manoeuvres diplomatiques italiennes sont vécues comme une trahison. Comment oublier Magenta et Solferino, le sang versé par les soldats français pour le peuple italien et son unité ?!

Fort heureusement pour la diplomatie française, le système bismarckien s'effrite dans la décennie suivante, avec l'alliance militaire franco-russe. Le 27 août 1891, une convention militaire secrète est signée entre la France et la Russie. Après le lancement du premier emprunt russe sur la place de Paris, au mois de décembre 1888, la troisième République choisit de se rapprocher du tsar Alexandre III, un autocrate ! Ce choix diplomatique contre-nature est dicté par les impératifs de la politique internationale.

La France, esulée par l'action énergique du chancelier Bismarck, se cherche un allié. Ce sera la Russie et cet accord, officialisé le 27 décembre 1893, après que la flotte russe a séjourné dans la rade de Toulon, suscite l'enthousiasme de l'opinion publique. La haine de l'Allemagne et de l'Angleterre avant tout!

**Français et Anglais...** En cette fin de siècle, l'antagonisme demeure, alors que l'opinion publique française soutient les Boers pendant la guerre en Afrique du Sud (1899-1902). Le dénouement de la crise de Fachoda cependant permet de réconcilier les deux grandes puissances coloniales, puisque l'accord conclu le 21 mars 1899 fait disparaître les points de friction sur le continent africain. Théophile Delcassé, alors ministre des Affaires étrangères, donne l'ordre à Marchand de se retirer. Même cette reculade choque l'opinion française, gagnée au nationalisme, ce départ sans gloire est un réel succès diplomatique. Sont alors jetées les bases d'une "entente cordiale" entre les deux nations, qui se concrétise le 8 avril 1904 sous le ministère que dirige Émile Combes, lorsqu'un accord est signé à Londres par le secrétaire au Foreign Office, Lord Lansdowne, et l'ambassadeur de France, Paul Cambon. Celui-ci a pour objectif de rompre l'isolement de la France et de bouleverser l'équilibre européen au détriment de l'Allemagne. L'initiative en revient au roi d'Angleterre, Edouard VII. Pour retourner l'opinion publique française, celui-ci s'était décidé à entreprendre un voyage officiel à Paris. Au mois de mai 1903, le souverain avait réussi le tour de force de séduire les Parisiens et, bientôt, la France entière. Cette visite précède de quelques mois le traité diplomatique qui rompt avec des décennies, voire des siècles, de guerres, de brouilles et d'inimitié franco-britannique.

Avec le nouveau siècle, se crée donc un autre système d'alliances en Europe, concurrent de celui qui lie l'Allemagne et l'Autriche à l'Italie. Sur le plan stratégique, l'œuvre de Théophile Delcassé oblige même le haut état major allemand à élaborer un nouveau plan militaire entre 1898 et 1905, l'œuvre de von Schlieffen, qui prend acte de cette nouvelle donne diplomatique de l'Europe. Contrainte de combattre sur deux fronts en cas de guerre, l'Allemagne choisit en conséquence de faire porter tous les efforts sur une rapide victoire à l'ouest. Ce n'est qu'une fois la France vaincue qu'elle prévoit de se retourner contre la Russie, dont la mobilisation sera nécessairement plus lente. Ce plan pour être appliqué obligerait cependant l'Allemagne de Guillaume II à prendre l'initiative des opérations militaires. Ajoutons que dans le Reich, la psychose de l'encerclement est très présente.

Source : Marc Nadaux – *Les origines de la première guerre mondiale*  
<http://www.grande-guerre.org/Articles/origines02.htm>

### 2.1.2. Triple Alliance

L'Europe centrale est dominée par trois États majeurs :

- ◆ Le royaume d'Italie, unifié depuis peu et qui continue de s'interroger sur lui-même,
- ◆ L'empire austro-hongrois, prospère mais vermoulu, où un vieil empereur, François-Joseph 1er, tente de contenir les revendications nationalistes des populations slaves, roumaines et italiennes,
- ◆ L'empire allemand, prospère et solidement organisé autour de la Prusse, avec un empereur, Guillaume II, qui rêve d'un destin mondial et dont le plus grand désir est de concurrencer les Britanniques sur les mers.

En 1914, ces trois États constituent la Triple-Alliance ou *Triplice*. Ils sont liés par une alliance défensive pour des raisons conjoncturelles et se promettent assistance en cas d'attaque de l'un ou de l'autre.

L'empire turc est proche de la Triplice et les conseillers allemands exercent une très forte influence auprès du gouvernement.

Herodote – André Larané, *Les origines de la Grande Guerre*

**La Triplice** est la plus ancienne de ces alliances. Elle est l'œuvre du chancelier prussien Otto von Bismarck. Ce dernier est le grand homme politique dans l'Europe du second XIX<sup>e</sup> siècle. Son œuvre principale est la réalisation de l'unité allemande. Par quel moyen ? "*Par le fer et par le sang*". A quel prix ? Au détriment de l'Autriche-Hongrie et de la France du Second Empire, et avec l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Désormais les Français cultivent la haine de l'Allemand. Le souvenir de ces provinces perdues les hante et leur horizon doit être celui de la "*ligne bleue des Vosges*". Bismarck le sait. Aussi cherche-t-il sur le plan diplomatique à isoler la France de la troisième République. En 1879, sous son impulsion, un premier rapprochement a lieu entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Treize années seulement après Sadowa ! En 1881, les Français ayant pris pied en Tunisie, l'Italie demande son intégration dans l'association germano-autrichienne. Le 20 mai, un accord tripartite voit donc le jour : la Triplice ou Triple Alliance.

Ces alliances constituent en fait une menace pour l'ordre européen, et ce d'autant plus qu'elle sont incertaines : l'Italie en cas de guerre franco-allemande, signe avec la France un accord secret (1902) qui stipule sa neutralité, contrairement au contenu de l'Alliance.

## 2.2. Tensions latentes

### 2.2.1. La défaite de 1870 et l'idée de revanche

Il existe un contentieux (déjà ancien en 1914) entre la France et l'Allemagne : la question de l'annexion par cette dernière de l'Alsace-Lorraine. Celle-ci remonte en effet à 1871 et au traité de Francfort, à la défaite française face aux armées allemandes. A cette occasion d'ailleurs, autour du chancelier prussien Bismarck (qui est à l'origine du déclenchement du conflit) et de son roi Guillaume I<sup>er</sup>, l'Empire allemand est proclamé. Celui-ci repose sur l'idée de communauté allemande, de peuple allemand, de nation allemande, dont le fondement est ethnique. Est Allemand celui qui parle allemand. En ce sens, l'Alsace-Lorraine est proclamée terre d'empire. Elle est annexée en 1871.

Cette annexion entretient l'esprit de Revanche chez les Français. A la défaite et à l'occupation du territoire français par les armées ennemies pendant le conflit (assez court) mais aussi jusqu'en 1873, s'ajoute l'humiliation, le sentiment que la France est amputée de ces régions de l'est qui sont siennes. Le souvenir doit en demeurer. Et l'historien décrit souvent cette image de l'instituteur dans sa salle de classe qui montre à ses élèves sur une carte murale les provinces perdues coloriées en noir. C'est aussi Georges Clemenceau qui, en 1885, accuse le président du Conseil Jules Ferry de détourner le regard des Français de "*la ligne bleue des Vosges*", donc de l'Alsace-Lorraine et de la Revanche, avec sa politique coloniale et, en l'occurrence l'expédition militaire au Tonkin. Ce désir de revanche est par ailleurs entretenu chez les Français dans le culte de l'armée en cette fin de XIX<sup>e</sup> siècle. Elle devient l'Arche sainte, l'instrument de la Revanche.

Ce désir, cette passion nationaliste, est un des traits fédérateurs du nationalisme français sous la troisième République. On peut néanmoins s'interroger sur ce désir de laver l'affront de 1871 et de récupérer les provinces perdues. S'il est bien présent au cours des deux premières décennies qui suivent le conflit chez la génération de ceux qui y ont participé (songeons à Paul Déroulède), il tend à disparaître avec le nouveau siècle. Les Français sont clairement patriotes et le montrent chaque année : le 14 juillet est l'occasion de grands rassemblements populaires. Mais est-on encore prêt, quarante années plus tard, à mourir pour l'Alsace-Lorraine ?

Pour répondre à cette question, l'historien ne peut que faire des conjonctures en multipliant les indices, par exemple les documents issus du *Petit Journal* et qui courent sur une vingtaine d'années, car le sondage d'opinion n'existe pas encore. Ceux-ci montrent l'hostilité des Alsaciens-Lorrains à l'annexion,

l'amour de la France qui demeure chez eux, l'oppression qu'ils subissent de la part des autorités allemande

Source : Marc Nadaux – *Les origines de la première guerre mondiale*  
<http://www.grande-guerre.org/Articles/origines02.htm>

### **2.2.2. Les crises du Maroc**

Le Reich, au nom de la "*Weltpolitik*" initiée par son empereur Guillaume II, souhaite prendre pied au Maghreb, qui est également un objectif français depuis Fachoda.

Ainsi, au mois de novembre 1904, la France accorde un prêt énorme au sultan, ce qui équivaut à une mise sous tutelle de ses finances.

1905 : Guillaume II effectue une visite au Maroc et y affirme son indépendance.

1906 : pour dénouer la crise, une conférence est réunie à Algesiras, en Espagne. L'entente franco-anglaise fonctionne, l'Allemagne est isolée et l'empereur cède.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1911, une canonnière allemande, la "Panther", est envoyée au large du Maroc, pour tenter de s'opposer au coup de force français. A cette époque, des troupes françaises occupent des territoires marocains pour résoudre notamment des problèmes frontaliers avec l'Algérie.

Le 4 novembre suivant, un accord de troc entre les deux puissances rivales est signé : l'Allemagne accepte de se désintéresser de l'Afrique du Nord en échange de la concession d'une part importante du Congo, entre le Cameroun et les possessions belges. L'incident d'Agadir se révèle ainsi favorable à la France. Mais cette fois-ci, en France, les autorités décident le rappel des réservistes, le Royaume-Uni met sa flotte en alerte. Même si l'Allemagne recule de nouveau à la suite de longues tractations, on sait désormais que le recours à la guerre pour régler un éventuel contentieux entre états européens est possible.

La crise d'Agadir le 1<sup>er</sup> juillet 1911 a fait ressentir amèrement en France la « menace allemande » et les Allemands se trouvaient de plus en plus convaincus de l'encerclement et d'être obligés d'en sortir par la force.

Source : Marc Nadaux – *Les origines de la première guerre mondiale*  
<http://www.grande-guerre.org/Articles/origines02.htm>

### **2.2.3. La guerre des Balkans (1912-13)**

Lors d'une première guerre balkanique en 1912, les Turcs furent pratiquement chassés d'Europe, mais le partage des territoires conquis provoqua, en 1913, une seconde guerre balkanique dont les Bulgares furent les perdants et les Serbes les gagnants. Ces derniers, les seuls dans les Balkans à avoir une dynastie nationale, faisaient preuve d'un nationalisme virulent et revendiquaient la libération des Slaves du sud dominés par l'Autriche-Hongrie, en particulier ceux de la Bosnie-Herzégovine majoritairement peuplée de Serbes. L'Autriche-Hongrie supportait mal l'agressivité de ce nationalisme serbe sur ses frontières méridionales.

Les Etats des Balkans, après avoir libéré la Macédoine, se battent pour son partage ; les Turcs sont repoussés jusqu'à la banlieue d'Istanbul ; la Grèce, la Bulgarie et la Serbie s'agrandissent ; l'Albanie est recréée. La guerre des peuples balkaniques contre la Turquie fit voir l'incapacité des grandes puissances de l'Europe à enrayer le nationalisme des autres Etats et à régler des conflits même restreints. La méfiance réciproque s'en trouva accrue considérablement.

Il faut chercher l'explication de la guerre dans l'état de l'Europe au début du XXe siècle. Non pas, d'ailleurs, dans les séquelles d'événements antérieurs comme la revanche ou la perte de l'Alsace-Lorraine, mais dans le développement des nations tout au long du XIXe siècle. L'idée nationale était devenue maîtresse en Europe. Mais loin de créer l'harmonie entre les peuples, elle avait plus souvent favorisé la croissance d'antagonismes nationaux, qui d'ailleurs ne recouvraient pas nécessairement les ennemis

«héréditaires» d'antan. Ainsi, l'antagonisme séculaire entre la France et l'Angleterre s'était résorbé pour se transformer en «Entente cordiale» en 1904, alors que l'hostilité franco-allemande tendait à se développer, conséquence du souvenir de la guerre de 1870, mais plus encore des crises qui avaient opposé la France et l'Allemagne à propos du Maroc - notamment celle de 1911, qui avait laissé les deux opinions publiques meurtries et méfiantes l'une envers l'autre -. Les Français, du moins certains journalistes et certains généraux, craignaient une «attaque brusquée» allemande, tandis que les Allemands s'étaient convaincus que l'esprit de Revanche continuait à fleurir en France, opinion que ne pouvait que conforter l'attitude d'une partie de la presse française et la sorte de «démagogie militariste» qui s'était manifestée lors du rétablissement à trois ans du service militaire en 1913. Autre élément clé : l'alliance entre la France et la Russie, qui pouvait faire redouter à l'Allemagne, le cas échéant, une guerre sur deux fronts. Quand, de plus, en 1907, la Russie se rapprocha du Royaume-Uni, le sentiment d'être victime d'un véritable encerclement se répandit en Allemagne, où existait, à l'époque, une hantise du géant slave.

Jean-Jacques BECKER, Professeur émérite à l'université Paris X-Nanterre et Président du centre de recherche de l'Historial de Péronne sur la Grande Guerre. Revue *"Les Chemins de la Mémoire n° 142"* - septembre 2004 pour Mindef/SGA/DMPA

L'historien John Keegan dans son ouvrage *La première guerre mondiale fut un conflit tragique et inutile*, affirme que c'est ce sentiment d'encerclement, dû essentiellement à la perception négative de la position géostratégique du Reich, qui est à l'origine du soutien apporté à la l'Autriche après l'assassinat de l'archiduc héritier Ferdinand à Sarajevo le 28 juin 1914.

## **2.3. Course à l'armement et militarisation**

La puissance militaire apparaît comme le meilleur moyen de s'affirmer dans la compétition internationale. En 1913, l'Allemagne et la France s'estimèrent contraintes de perfectionner leurs armements, de prolonger la durée du service militaire et d'élever les impôts pour le faire. L'armement devient une priorité.

Edward Grey « On a mis en avant pour justifier le militarisme et l'armement à outrance que les armements devaient donner à chaque nation un sentiment de sécurité – leur résultat réel fut de provoquer chez toutes un sentiment de crainte. La crainte engendre le soupçon et la haine, et ce n'est pas trop de dire qu'elle stimule, entre nations, tout ce qui est mauvais, et étouffe tout ce qui est bon. »

1911 : loi allemande sur l'augmentation des effectifs de 15000 soldats et de 8000 officiers et sous-officiers, mise en vigueur en octobre 1912 puis nouvelle augmentation de 37000 soldats, 2000 officiers et 700 sous-officiers.

La France, effrayée par les augmentations d'effectifs de l'Allemagne, vote à l'unanimité le retour à la loi de trois ans (Conseil des Ministres présidé par Poincaré le 3 mars 1913).

### **2.3.1. Idéologie militariste de Clausewitz et autres penseurs héritiers de la guerre de 1870**

Déjà la guerre était un élément, une possibilité d'action politique pour le chancelier Bismarck, qui a fait sienne la maxime du théoricien Clausewitz : *"la guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens"*. C'est ainsi que Bismarck réalise l'unité allemande *"par le fer et par le sang"*. L'entourage de Guillaume II est largement militarisé. L'empereur est très influencé par le milieu des officiers prussiens, garant de la solidité de l'empire, tout auréolé de ses succès du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et qui a forgé l'unité allemande face à l'Autriche et à la France. Pour l'empereur, la guerre, un conflit localisé dans les Balkans notamment, peut être une solution pour résoudre les problèmes territoriaux. Après tout, le plus fort l'emporte et fait taire les autres. C'est une forme de darwinisme appliqué aux relations entre

les États et popularisé à cette époque par l'ouvrage du général von Bernhardt publié en 1912, *L'Allemagne et la prochaine Guerre*, qui est un grand succès d'édition.

Source : Marc Nadaux – *Les origines de la première guerre mondiale*  
<http://www.grande-guerre.org/Articles/origines02.htm>"

### **Carl von Clausewitz**

Cet officier de l'armée prussienne est fortement marqué par les victoires napoléoniennes. Il va alors, des années durant, écrire un ouvrage monumental : *De la guerre*. Paru en 1833, il ne sera vraiment « utilisé » que trois décennies plus tard lors des guerres limitées menées par Bismarck puis, dès lors, sa réputation ira croissante.

[Clausewitz] faisait de la guerre un moyen exceptionnel de la politique à laquelle elle devait, au reste, se subordonner<sup>18</sup>.

### **Bismarck ou l'utilisation tactique et non stratégique de Clausewitz**

Bismarck, chancelier d'Allemagne de 1862 à 1890, va, au cours de la première décennie suivant sa prise de fonction, enclencher un certain nombre de conflits que ce soit au Nord, au sud, avec l'Autriche et enfin, à l'Ouest avec la France. Par trois fois, il vaincra mais d'une façon que Carl von Clausewitz ne prévoyait pas, du fait qu'il a eu recours à chaque fois, à des conflits volontairement limités. Cependant, pour chaque guerre livrée, son plus éminent chef d'armée, Helmut von Moltke, s'inspirait des apports du stratège. En effet, comme le dit John Keegan : « quand Moltke révéla que, hormis la Bible et Homère, le livre qui l'avait le plus influencé était *De la guerre*, la gloire posthume de Clausewitz fut assurée<sup>19</sup> ».

Dans son ouvrage, *Histoire de la guerre*, John Keegan ira même jusqu'à dire qu'il tient Clausewitz pour le père de la Première Guerre mondiale.

### **2.3.2. Accroissement des dépenses militaires**

La Première Guerre Mondiale est la première guerre à caractère hautement technique. Les progrès techniques et technologiques du 19<sup>ème</sup> siècle furent mis au service d'une attaque offensive :

- ◆ Artillerie : mitrailleuses, canons Krupp (Grosse Bertha)
- ◆ Avion et Zepelin pour l'observation (pas encore pressentis pour le bombardement)

Le 25 juillet 1909, Louis Blériot s'envole du Pas-de-Calais à bord de son monoplane. Il atterrit 30 minutes plus tard sur les falaises de Douvres, de l'autre côté de la Manche. L'espace aérien est vaincu. Les militaires y voient une arme redoutable et commandent immédiatement à Blériot les premières unités aériennes françaises. C'est ainsi qu'il construira le Spad pour tous les aviateurs surnommés les « As de 14-18 ».

- ◆ Téléphone pour améliorer les communications

En se constituant une flotte de guerre, l'Allemagne engagea une véritable course aux armements contre l'Angleterre. Sous la direction de l'amiral von Tirpitz, l'Allemagne devint la seconde puissance maritime après la Grande-Bretagne à la veille de la guerre.

Londres se donne un objectif pour maintenir sa suprématie sur les mers, le «*Two powers standard*» : la *Navy* et ses *Dreadnoughts* (cuirassés) doivent peser autant ou plus que les flottes des deux puissances suivantes !

Aussi longtemps qu'est maintenu cet objectif, Londres se désintéresse des affaires du Continent. C'est encore le cas en 1913 : les Britanniques conservent la suprématie avec 63 bateaux de ligne en mer et 15 en chantier, ainsi que 42 cuirassés et même 70 sous-marins ; l'Allemagne n'en dispose respectivement

<sup>18</sup> RICOT Jacques, *Leçon sur la Paix*, PUF, Paris, 2002, p71

<sup>19</sup> KEEGAN John, *La guerre dans l'Histoire, Tome I*, Traduit de l'anglais par Régina LANGER, L'esprit frappeur, Paris, 2000, p51

que de 33, 8, 13 et 23.

Herodote – André Larané, *Les origines de la Grande Guerre*

En Allemagne, Guillaume II succède à son père en 1890, mais surtout au chancelier Bismarck. Ce dernier, après avoir réalisé son objectif d'unification allemande a cherché sur le plan diplomatique à isoler la France. Pour cela, il multiplie les alliances en Europe. Sa politique est donc essentiellement continentale. Guillaume II, lui, a d'autres ambitions. Avec lui, l'Allemagne a des intérêts en Turquie à présent, au-delà de l'Europe donc, ce qui nécessite l'entretien d'une marine de guerre. Avec l'amiral Tirpitz, il développe en 1898 le projet d'une Kriegsmarine (marine de guerre) puissante : 36 cuirassés et 38 croiseurs doivent être lancés en 16 ans. Les dépenses d'armement explosent et au Royaume-Uni, pour lequel la marine de guerre est l'un des attributs de la souveraineté (souvenons nous des guerres napoléoniennes et de Trafalgar). On s'inquiète. En Allemagne, chaque lancement d'un cuirassé, l'un des nouveaux rois des mers, est un événement.

En France, après l'affaire Dreyfus, l'affaire des Fiches et les différentes expéditions jalonnant la pénétration française sur les continents africain et asiatique, la chose militaire revient sur le devant de la scène politique. Les crises marocaines (de 1905 et 1911) signalent en effet aux dirigeants qu'un conflit ouvert avec l'Allemagne de l'Empereur Guillaume II, est de nouveau possible. Le désir de réintégrer dans la nation les provinces d'Alsace-Lorraine perdues en 1871 rend la guerre inévitable et entretient le culte de l'armée chez les Français. "L'Arche sainte" est l'instrument de la Revanche, ce qui justifie la course aux armements, autrement dit un effort financier conséquent pour mettre l'outil militaire à un haut niveau de technicité et d'équipement. L'état-major lui-même entreprend un grand effort de réflexion stratégique, tandis que le service militaire universel lui permet d'envisager un "*rôle social*" pour l'officier.

En 1913, à l'Assemblée nationale, les parlementaires débattent de nouveau à propos de la chose militaire, au sujet de la "loi des trois ans", autrement dit du passage du service national (qui est obligatoire pour tous les Français depuis les lois de 1872 et 1875) d'une durée de deux à trois ans. Cette nouvelle disposition, voulue par le général Joffre, alors chef d'état major des armées, s'explique par une logique comptable et un raisonnement évident aux yeux de beaucoup de ses contemporains. L'ennemi futur est l'Allemand. Il est plus nombreux et, pour pouvoir lui résister, il faut rapidement pouvoir aligner un nombre suffisant de fantassins, c'est à dire dit compter dans un premier temps sur les conscrits qui sont en casernes. Et si le service militaire de ces derniers dure plus longtemps (une année supplémentaire), leur nombre total sera suffisant pour résister au premier choc de l'invasion ennemie.

Source : Marc Nadaux – *Les origines de la première guerre mondiale*

<http://www.grande-guerre.org/Articles/origines02.htm>

Depuis 1897, la France avait le "culte" de son fameux canon de 75 mm, léger, maniable et à tir rapide. On ne croyait pas à l'artillerie lourde, qui constituait pourtant la force de frappe de l'armée allemande. Le 75, le fusil Lebel et la baïonnette étaient en quelque sorte les symboles de la force militaire française et de ses conceptions tactiques.

Source : Carl Pépin, *Août-septembre 1914 : la débâcle en France ?* - <http://www.grande-guerre.org/Articles/Debacle.htm>

### **2.3.3. L'enjeu du service national**

Entre 1905 et 1914, l'Europe est militaire et militarisée : lois sur la conscription, lois sur l'extension du service militaire, dispositions concernant les réservistes. Ce sont 200 divisions qui se trouvent mobilisables à l'été 1914.

En janvier 1913, le *Reichstag* allemand discute d'une loi qui préconise l'accroissement des effectifs militaires et l'amélioration du matériel. L'état-major français prend prétexte de cette menace nouvelle pour faire passer le service militaire obligatoire de deux à trois ans. La même année, la Belgique elle-même, quoique neutre, instaure le service militaire obligatoire. (Herodote – André Larané, *Les origines de la Grande Guerre*)

## Conclusion

- ◆ Le camp de la paix n'a pas pesé lourd face à ces velléités belliqueuses.
- ◆ La responsabilité du déclenchement de la guerre est encore objet de discussion. Les historiens s'accordent sur le fait que les hommes politiques et les états-majors étaient prêts à prendre le risque d'un conflit armé.
- ◆ Le sentiment général que les intérêts nationaux étaient menacés a entraîné la militarisation et la course à l'armement par crainte d'une offensive.
- ◆ La création de l'Union Sacrée. Elle est d'abord le sentiment national adapté à l'état de guerre. Pour être plus précis, c'est le "*nom donné à la politique de réconciliation adoptée en août 1914 par le chef du gouvernement, René Viviani, afin d'opposer aux Allemands le rempart d'une nation unie*". Donc, l'Union Sacrée est une décision spontanée d'oublier toutes les querelles afin d'assurer un devoir très important, celui de la défense de la patrie. Les moins partisans de cette union disent que c'est plutôt un "accord" pour passer les divergences sous silence, le temps que la guerre finisse. Bien que l'on parle d'un accord, il y a certaines divisions cachées, car les nationalistes de droite luttent pour la défense de la France et ceux de gauche pour la liberté et la justice.

C'est dire que la guerre s'avère être la "solution" aux problèmes nationalistes. Devant cette "épreuve nationale", les idées contraires au nationalisme n'ont plus leur place. On veut que tous les Français répondent à l'appel de la mobilisation ; ceux qui font défection sont inscrits sur le Carnet B qui vise à identifier rapidement tout ceux que l'on soupçonne être des socialistes, anarchistes, syndicalistes, etc. Le ton révolutionnaire de la patrie en danger revient et, chose étrange, l'Union sacrée va jusqu'à inclure des socialistes. La guerre étant présumée courte, on pense que les luttes partisans resteront sous silence. La guerre tant crainte des Français depuis 1905 s'avère une solution temporaire pour éliminer les divisions politiques qui s'infiltraient en France. En d'autres mots, la politique agressive de l'Allemagne crée des déchirements chez les élites nationalistes, mais elle parvient malgré elle à réunir le sentiment national sous une même bannière.

La France des années 1905-1914 est une France profondément bouleversée dans son nationalisme. Les troubles nationalistes débutent en 1905 par le coup de Tanger, ce qui amène les nationalistes à prendre à nouveau conscience du danger potentiel de l'Allemagne sur leur pays. Barrès et Maurras vont établir des écoles nationalistes de gauche et de droite pour amener leurs contemporains à choisir une attitude spécifique face à l'Allemagne. Ces élites ne peuvent évidemment pas former un gouvernement stable, car de grands débats comme la loi Barthou ou l'Alsace-Lorraine par exemple viennent accroître les mécontentements entre elles. L'Allemagne, qui est au cœur de la controverse nationaliste française, concrétise sa politique agressive le 3 août 1914 par sa déclaration de guerre à la France. L'Union Sacrée se forme et les élites nationalistes sont, pour un certain temps, unies dans un sentiment national commun.

**Source :** Carl Pépin, *À la quête d'une identité nationale commune : le nationalisme des élites françaises face à la politique agressive de l'Allemagne entre 1905 et 1914* - <http://www.grande-guerre.org/Articles/Nationalisme.htm>